Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Mai 1964 — Nouvelle série - N° 102 — ABONNEMENT ANNUEL : 5 F — LE NUMERO : 0,45 F

LA RÉVOLUTION

Etre révolutionnaire n'est pas forcément être démagogue. Un siècle de cris, d'apostrophes, de virulence verbale, des tonnes de papier aux textes ultra-terrifiants n'ont guère fait avancer le progrès humain, même s'ils ont joué un rôle dans la révolution. Car il y a de tout dans une révolution : le meilleur et le pire, ce qui élève les peuples, les masses, et ce qui les rabaisse. Et malgré certaines prises de position, comme celle de Clemenceau quand il jouait au terrible jacobin, nous nous refusons à mettre tout dans un même bloc et à justifier ce qui répugne à notre sensibilité et à notre droiture au nom de la sublimité des principes invoqués par ceux-mêmes qui les nient et les violent dans leur action.

Le langage incendiaire n'est, le plus souvent, que l'extériorisation d'une psychologie incendiaire et, dans la pratique, ceux qui l'emploient ne peuvent que déployer le genre d'action correspondante. Mais cela c'est la partie destructrice et négative de l'action. Et faire la révolution ce n'est pas simplement détruire et tuer, avec la haine pour seule inspiratrice. C'est construire une société meilleure pour une humanité meilleure.

Ce qui demeure surtout valable dans les écrits des grands théoriciens révolutionnaires, ce n'est pas leurs appels à la lutte sauvage — quoique justifiée particulairement à leur époque —, ce ne sont pas les débordements de colère dont on peut dire qu'ils furent nécessaires, mais les écrits qui donnent une base théorique toujours valable à notre entreprise de transformation sociale, qui apportent des techniques écomiques applicables et une éthique renouvelée.

Ces questions peuvent sembler dépassées, puisque, ainsi que nous l'avons maintes fois déclaré dans cette revue, il n'est plus possible de penser vaincre par la lutte armée. Mais il nous semble utile de nous y référer en passant parce que l'esprit de violence démesurée demeure encore dans le langage de certains révolutionnaires qui ne comprennent pas assez que la révolution est surtout une question de pensée agissant sur la pensée, d'esprit agissant sur les esprits, d'œuvre constructive et de réalisations positives montrant le chemin de l'avenir. Une propagande faisant réfléchir et guidant les travailleurs — manuels, techniciens, intellectuels — en développant chez eux les aptitudes nécessaires pour prendre en main l'organisation de l'économie serait cent fois plus utile que toute la littérature des indignations déchaînées.

Les jeunes et la technique

Marcel RENOT

On n'en sort pas. Que de pages ont été écrites sur les jeunes et les problèmes que pose leur comportement dans le monde moderne. Quelle littérature !

Philosophes, moralistes, éducateurs, professeurs, médecins, enquêtes de journalistes, psychologues, tout le monde y va de son couplet. Quelle pluie de panacées on trouve en tournant les pages ! Qui n'a pas son remède à proposer ?

Dans certains ministères siègent des représentants de la jeunesse (une bonne planque), et même, voici cinq ou six ans, on nous a fait part de la création d'un Haut Commissariat spécialisé pour faire face à ce mystérieux problème.

On a tâché de dégager des lois qui définissent l'enfant ou l'adolescent « normal ». Mais qui est-ce qui fixe les normes dans un monde qui évolue avec la rapidité que l'on sait ?

Dans le monde de la technique, la jeunesse ne ressemble plus, n'a plus le visage de celle que les « croulants » évoquent (avec regret), qui fut la leur à une époque où la technique ne l'assaillait pas d'images qui violentent la pensée, qui s'imposent sans ordre et annihilent l'esprit critique.

Le « croulant » d'aujourd'hui se souvient comment, de son temps, il découvrait le monde peu à peu, à travers les livres souvent ; son effort était stimulé par une curiosité compréhensive ; sa chambre n'était pas tapissée de portraits de « vedettes » aux airs si bêtes.

Pas de radio, de télévision, peu de cinéma et, aussi, peu de cette presse pour jeunes que la technique permet de diffuser à des millions d'exemplaires. Si le jeune rêvait davantage, il savait bien quand-même que les aventures de la bergère ou de la petite marchande de violettes qui épouse un prince n'existaient que dans la chansonnette. Il n'avait pas de ces idoles sans art, mais pourvues d'imposants nichons qui sont à l'origine de fabuleuses richesses. Et la fille ne se disait pas « pourquoi pas moi ? » en soupesant ses mamelles.

Le croulant, aux yeux du jeune, a l'air un peu « chose » — en trois lettres — quand il s'étonne qu'un tour de poitrine puisse valoir une mine d'or ou que soit acclamée une voix que la technique du micro amplifie sans la rendre pour autant plus harmonieuse qu'un pet.

Le vieux, dont le reste de romantisme n'est pas abusé par la technique, sait que « les nouveaux horizons » sont trompeurs pour la grande crédulité de l'adolescent. Les transformations techniques, trop rapides, ont sur la jeunesse des répercussions telles que les « vertes années » confinent parfois à l'effondrement. Et les « techniques éducatives » n'y peuvent pas grand-chose.

Les adultes eux-mêmes supportent mal ou s'adaptent mal aux sociétés industrielles assez déshumanisées déjà. Car la vitesse fait naître le goût de l'agitation, si peu propice au rôle de guide que pourrait être l'adulte qui n'arrive plus à réserver à l'enfant, ou à l'adolescent, un monde à lui.

S'intéressant de plus en plus aux mécaniques, appareils ménagers, scooters, et surtout à l'auto qui tue, au cinéma, etc., l'adulte entraîne avec lui une jeunesse qui perd toute fraîcheur, submergée qu'elle est par des transformations économiques et sociales de plus en plus rapides. Les notions d'intelligence, de morale, ont perdu leur pouvoir ; un siècle qui naît tous les dix ans crée des types humains qui s'opposent les uns aux autres, et toute stabilisation est interdite à des individus qui désirent tout avoir dans le moins de temps possible. Le déluge de nouveautés engendrera l'incertitude avec un surcroît de tension dont l'apaisement sera recherché n'importe où, à n'importe quel prix.

* * *

La civilisation technique produira plus d'un million et demi de caractériels, soit un enfant « inadapté » sur cinq... Et pas un domaine de la vie n'est épargné par la technique qui impose, non seulement aux adultes, mais aussi aux jeunes, un mode de vie professionnel qui n'offre le plus souvent que des tâches limitées, parcellaires, sans commune mesure avec l'idée qu'ils s'en étaient faite.

Pas de loisirs sans technique non plus puisque, comme nous le disons plus haut, on ne les conçoit plus sans mécaniques (auto, télévision, etc.).

Ainsi, dans tous les secteurs d'activité, on parlera de technique et l'enfant vivra son existence quotidienne dans un univers d'où le naturel disparaîtra, la technique étant devenue une seconde nature.

Et le rythme des saisons lui sera plus indifférent que l'avion à réaction. On nous dira bien sûr, qu'il en résulte une certaine élévation du niveau de vie. Oui. Mais en créant un énorme appétit de superflu, d'aspiration à toujours plus de « confort », au détriment de la sérénité si nécessaire à la culture, qui fait des hommes, non des robots.

La sérénité ? Comment serait-elle possible dans les cités surpeuplées que sont les ensembles « d'hachélèmes », grandes productrices de détraqués ? Et nous ne parlons pas des énervants moyens de transports, encombrés, car avec cela, déjà, la mesure est bien pleine !

Entassement partout : à l'école, sur le trottoir, à l'usine, au bureau, au cinéma... Où chercher ailleurs les causes d'un fléchissement des aptitudes intellectuelles ? (Certains disent même de régression.)

Citons une expérience curieuse, à titre d'indication. Il s'agit des « cubes de Bounardel » :

« On donne au sujet des cubes dont certains ont un côté blanc, d'autres un côté blanc et rouge. Avec ces cubes, le sujet doit reproduire certains dessins géométriques. L'épreuve se passe en dix minutes et, au bout de ce temps, on additionne le nombre de cubes qui ont été correctement placés.

Les sujets nés en 1936 plaçaient 86 cubes en dix minutes, résultat qui dénote un bon niveau général ; mais les résultats baissent légèrement pour ceux nés en 1937, 38, 39 (84, 81, 80 cubes) ; les sujets nés en 1940 ne placent plus que 77 cubes et 60 seulement pour ceux nés en 1941 (26 de moins que ceux nés en 1936). La déficience s'accuse encore en 1942 et 43 : 51 et 53 cubes, soit 33 de moins qu'en 1936...

Nous ignorons si cette expérience continue. Mais les notes moyennes des lycées suivent une baisse continue de 10,6 à 6,4 pour la grammaire et de 8 à 6,4 en mathématiques pour les élèves de troisième, entre 1949 et 1956. Puis un retard scolaire de deux ans au baccalauréat n'est pas rare » (1).

A cela on pourrait ajouter aussi un accroissement des troubles organiques divers, comme troubles visuels, maladies pulmonaires, nervosisme, etc. Et le pourcentage de sujets présentant au moins une de ces affections passe de 45 à 51.

Quant aux troubles psychologiques, nous l'avons dit, un enfant sur cinq en est atteint...

* * *

Dans l'univers de la technique, ne nous étonnons pas de trouver des adolescents qui, frustrés de l'indépendance qu'ils espéraient, se sentent très peu attachés au travail et au milieu social du travail. Et dans un monde poussant à la consommation de masse ou de nouveaux besoins sans cesse créés, il n'est pas surprenant que les désirs du jeune, apprenti ou étudiant, se cristallisent sur l'argent.

Deux spécialistes de ces questions (2) nous diront que le métier envisagé est considéré comme un moyen et non une fin : « Je travaillerai dans mon metier pour m'élever, **gagner de l'argent**, mais jamais : « je serai ébéniste et je ferai de beaux meubles » (3).

D'après les lycéens, c'est le métier qui assure une vie facile, confortable, qu'il faut choisir. Dans le monde moderne, technique, l'idéal, que l'étudiant partage avec l'apprenti, est fait de deux facteurs : refus de l'effort (passivité), argent.

Ainsi, pour les jeunes ouvriers comme pour les étudiants issus de la bourgeoisie, les réponses sont homogènes, et ce n'est pas un phénomène dû au hasard. Si les garçons de douze ans s'expriment de la même façon, c'est qu'ils sont eux aussi des enfants de l'âge technique, des « fils des allocations familiales » (souvent) qui vivent si intensément dans le livre saisissant de Christiane Rochefort (**les Petits enfants du siècle**).

Les lycéens ne sont plus du gabarit traditionnel et les jeunes travailleurs sont loin de ceux que le « croulant » prolétaire a connus dans les milieux ouvriers de son époque — pourtant pas si lointaine. Jeunes ouvriers et étudiants se ressemblent comme des frères : ils ont les mêmes appétits.

L'histoire des luttes sociales est de l'hébreu pour eux.

Dans leurs alvéoles de béton, à toutes les « coursives » (nom donné aux étages dans les H.L.M.), les jeunes de l'ère technique apparaissent comme peu revendicatifs et nullement préoccupés de politique. Mais c'est pour jouir en paix des éléments du « confort » dont ils disposent, ou de ceux qu'ils comptent obtenir dans un proche avenir. Avec le yé-yé et les copains, le cinéma et le billard électrique, on peut prendre patience. Et encore mieux avec le cul sur l'engin motorisé. Car ce sont les loisirs passifs qui sont désirés généralement.

Un jeune sur cinq cite la lecture comme occupation préférée. (Les filles sont plus nombreuses que les garçons).

Et le choix de cette lecture porte sur les périodiques illustrés à forme « sensationnelle » : les revues de cinéma, les revues semi-pornographiques ; lycéens et ouvriers ont, sur ce point, les mêmes goûts.

Qu'est l'avenir pour eux ? C'est la « situation » et la retraite, le bonheur personnel que doivent leur apporter les réalisations techniques. Le siècle du confort et de la sécurité, du progrès matériel et de l'organisation ne prédispose nullement, il faut le reconnaître, au sens des responsabilités.

Comme le dit Marcel Merle (4), « qu'il soit lycéen ou ouvrier, le jeune s'est aperçu que chaque citoyen est un peu dans la position de Gulliver entravé par les Lilliputiens. Quand il raisonne, il a le sentiment de pouvoir faire beaucoup de choses, mais, dès qu'il veut bouger le petit doigt, il s'aperçoit qu'il est prisonnier d'innombrables règlements, conventions sociales ou servitudes ».

Tout cela, nous dira-t-on, est assez noir et même obsédant ? Mais quoi ! n'est-ce pas l'image même de la « massification » à outrance, génératrice d'instabilité et souvent de dégoût, de la mécanisation aussi, qui oriente le monde des jeunes vers les mirages de la science à laquelle on sacrifie une formation plus humaine de l'individu ? Les enfants de la technique, dont bien des gens compétents ou réputés tels ont essayé de résoudre les problèmes, font l'objet d'attentions fort variées. En voici une : « Conditionnons totalement la jeunesse pour que, devenue robot et parfaitement adaptée, elle soit heureuse parce qu'elle vivra dans un univers sans problème (!) qui s'empressera de satisfaire sur-le-champ tous ses désirs. Il suffit pour cela de laisser les processus amorcés se dérouler normalement et, puisqu'ils s'accélèrent suivant un rythme vertigineux, on sera étonné de la vitesse à laquelle on parviendra au résultat recherché. »

On comprend que dans un monde standardisé on ne peut se tourner que vers des « remèdes techniques ». Ou s'en remettre à la chance, ce qui est la même chose.

En tout cas, « la politique de la jeunesse » dont on fait grand cas ne s'oriente pas vers la liberté !...

(1) *Les Informations sociales*, nov. 1963.
(2) Teindas et Thireau.
(3) *Informations sociales*.
(4) *Informations sociales*.

LE CLERGÉ AU TEMPS DE LOUIS XIV

Je n'ajouterai qu'un mot pour achever de me faire comprendre, car je veux reprendre ailleurs ce grand sujet : c'était bien moins comme doctrine religieuse que comme institution politique que le christianisme avait allumé ces furieuses haines ; non parce que les prêtres prétendaient régler les choses de l'autre monde, mais parce qu'ils étaient propriétaires, seigneurs, décimateurs, administrateurs dans celui-ci ; non parce que l'Eglise ne pouvait prendre place dans la société nouvelle, qu'on allait fonder, mais parce qu'elle occupait alors la plus privilégiée et la plus forte dans cette vieille société qu'il s'agissait de réduire en poudre.

On sait que les seigneurs ecclésiastiques jouissaient des mêmes avantages ; car l'Eglise, qui avait une même origine, une autre destination et une autre nature que la féodalité, avait fini néanmoins par se mêler intimement à elle, et, bien qu'elle ne se fût jamais complètement incorporée à cette substance étrangère, elle y avait si profondément pénétré qu'elle y demeurait comme incrustée.

Des évêques, des chanoines, des abbés possédaient donc des fiefs, ou des censives, en vertu de leurs fonctions ecclésiastiques ; le couvent avait, d'ordinaire, la seigneurie du village sur le territoire duquel il était placé. Il avait des serfs dans la seule partie de la France où il y en eût encore ; il employait la corvée, levait des droits sur les foires et marchés, avait son four, son pressoir, son moulin, son taureau banal (1). Le clergé jouissait de plus en France, dans le monde chrétien, du droit de dîme.

Alexis de TOCQUEVILLE

(1) *N. de la R.* — On sait que tout cela constituait des privilèges exclusifs ; il était interdit aux particuliers de faire leur pain, leur vin, de moudre ou faire saillir une vache pour leur propre compte.

Galilée et l'Église

On vient de célébrer à Florence le 400e anniversaire de la naissance de Galilée. A cette occasion, M. La Pira, maire de la ville et membre du parti social-chrétien (donc membre, aussi, de l'Eglise catholique et catéchumène du Vatican), a prononcé un discours laudatif pour celui qui fut un des plus grands génies émancipateurs de l'esprit humain, donc de l'humanité.

Et naturellement tous les gens d'Eglise ont aussi chanté la gloire de Galilée, qui dut, à soixante-dix ans, se soumettre au tribunal de l'Inquisition et abjurer les découvertes magnifiques qui, d'une part, réfutaient les théories cosmogoniques encore en vogue depuis Ptolémée et les pauvres inepties de la Bible et, d'autre part, ouvraient des horizons peuplés de découvertes qui furent se multipliant et conduirent à Newton et par Einstein, aux conclusions actuelles de la physique.

Heureusement les œuvres écrites du grand Italien restèrent, avec ses enseignements. Heureusement l'esprit humain sauta, contourna ou renversa les barrières que dressait contre lui le catholicisme. Si les catholiques adhèrent aux découvertes de la science, et parfois même les enrichissent, c'est parce que, désobéissant au despotisme de Rome et de ses fidèles, les hommes libres ont suivi leur chemin vers plus de lumière et de savoir. Et c'est contre l'Eglise que, même s'ils sont croyants, et qu'ils le veuillent ou non, les catholiques se prononcent en célébrant aujourd'hui les découvertes et la gloire de Galilée.

POUR VOTRE FICHIER

12 MILLIARDS DE DOLLARS

Pour l'année 1962, les dépenses publicitaires se sont élevées, aux U.S.A., à 12 milliards de dollars. C'est-à-dire quatre fois plus que ce que cette nation donne annuellement sous forme d'aide à l'étranger. Si l'on tient compte que dans de nombreux pays les travailleurs gagnent environ un dollar par jour — ou l'équivalent en monnaie nationale — cela donne la rétribution d'environ 33 millions de salariés. Et si l'on tient compte, ensuite, que derrière chacun d'eux il y a une famille, c'est-à-dire une femme et une moyenne minimale de trois enfants (ils sont toujours nombreux dans les pays pauvres), cela représente la nourriture de 175 millions de personnes.

Mal nourries, certes, mais, si vous voulez, nourrissez-les mieux et diminuez leur nombre du tiers : cela ferait 120 millions d'hommes, de femmes et d'enfants que l'on pourrait maintenir. Ou, autre calcul, cela ferait 175 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dont on pourrait doubler le standard de vie, améliorer le sort de façon très sensible.

Ce gaspillage en entraîne d'autres puisqu'il pousse à acheter ce dont les gens n'ont pas besoin, à renouveler toujours leur automobile, leurs articles ménagers, leurs produits de beauté, leurs vêtements, etc. Sinon, il faudrait fermer les usines, et le chômage serait mortel.

Nous sommes à l'ère de l'abondance dans les nations les plus avancées industriellement. Les autres suivent, « in crescendo » selon leurs possibilités. C'est beau le capitalisme, c'est beau l'économie « libérale » !

AUTRES PROBLEMES

L'emmagasinage et les soins donnés aux surplus agricoles coûtent aux Etats-Unis un milliard de dollars par an. Le seul blé, mille dollars par minute. Ajoutez les marchandises qui se perdent, malgré tout. C'est une des raisons pour lesquelles Kennedy avait proposé que les droits de douane soient abaissés de 50 pour cent entre l'Europe et les Etats-Unis.

Mais si la baisse douanière est égale des deux côtés, on ne voit pas que cela apporte un changement appréciable. Et puis, cela arrangerait-il quelque chose que favoriser l'agriculture d'un continent aux dépens de l'agriculture d'un autre continent ? Le système capitaliste et de la libre concurrence ne permet pas de faire mieux ; les nations les plus rageusement partisanes du libre échange des produits sont celles qui, grâce à l'abondance de leurs terres, de leurs matières premières ou autres avantages économiques, peuvent en tirer profit ; celles qui défendent le protectionnisme sont celles qui perdent ou perdraient à laisser les frontières ouvertes. L'Allemagne prend des mesures de défense contre la concurrence française, la France contre la concurrence nord-américaine.

Seul remède : la mondialisation économique, ou l'accord entre les nations productrices. Les U.S.A. peuvent produire de quoi nourrir le double de leur population, la France le double de la sienne. Mais il faut sauter le pas : dépasser le capitalisme et effacer les frontières.

LA GUERRE DES POULETS

La guerre des poulets, a-t-on dit, n'est qu'un aperçu de ces rivalités. Un symbole. Voyons un peu les chiffres.

Les Pays-Bas consomment 2,2 kilos de volaille par an (année 1962), l'Italie 4,2 kilos, l'Allemagne (de l'Ouest, bien entendu), 5,3 ; l'Angleterre, 6,9 ; la Belgique, 7,8 ; la France, 8,8 ; le Canada, 10,6 (13,6 en 1957, donc recul), et les U.S.A., 17 kilos. L'abondance des produits d'élevage, les excédents de céréales et l'industrialisation supérieure dont dispose ce dernier pays lui permettent non seulement le record mondial de la consommation et, par conséquent, de la production : si l'Europe lui laisse les frontières ouvertes, toute son aviculture sera anéantie par la concurrence victorieuse des éleveurs U.S.A., plus favorisés à tous les points de vue.

Aussi l'Allemagne, où les fermiers développent à cadence forcée la production de poulets, a-t-elle déjà pris des mesures concrètes contre les importations nord-américaines. La Hollande aussi du reste, qui en mange si peu de poulets parce que c'est pour elle une nécessité de les vendre, comme le Danemark, qui vend son beurre et mange — surtout — de la margarine.

ESPOIRS

Les Chinois ont raison. Khroutchev est un traître. Car dans le mémoire adressé, par lui, le 13 avril au Comité central du parti communiste il a dit que, dans la production du gros bétail, des produits laitiers, d'œufs et de volaille, « les capitalistes ont obtenu de grands succès ». Il a même préconisé « l'application des mêmes méthodes ». Et il a osé ajouter : « Avec les méthodes employées actuellement dans un certain nombre de kolkhozes et de sovkhozes, les exploitations capitalistes auraient été ruinées depuis longtemps et vendues aux enchères. »

Mieux vaut, n'est-ce pas, « sauver les principes » et manquer de tout. Le maréchal Chen Yi, ministre des Affaires étrangères, vient de déclarer à l'envoyé du *Monde,* Claude Julien, que, du point de vue économique, « il faudra plusieurs décennies avant de pouvoir satisfaire les besoins de la Chine ». Tout du moins, ce n'est pas du côté de l'Est que nous avons à craindre la guerre des poulets. De ce côté, nous sommes tranquilles.

« L'Etat n'est pas autre chose que la négation de l'humanité. C'est une collectivité restreinte qui veut prendre sa place et veut s'imposer à elle comme une fin suprême, à laquelle tout doit servir, tout doit se soumettre.

» Lorsque, au nom de la révolution, on veut construire un nouvel Etat, ne fût-ce qu'un Etat provisoire, on fait donc de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté ; pour l'institution du privilège contre l'égalité. »

BAKOUNINE

« LE MAIRE DU PALAIS »

de Maurice LIME (1)

Marcel RENOT

Il ne s'agit pas d'un haut fonctionnaire mérovingien, mais d'un technocrate ambitieux — comme tous les technocrates. C'est un roman, un roman plein de détours ingénieux. Toutefois, le lecteur ne se perdra pas dans ce labyrinthe, car un fil conducteur relie entre eux des événements où se mêlent la technique et l'amour.

Ce monde des technocrates, que l'auteur nous découvre, n'est pas exempt de poésie ! Oyez : « Moi aussi, une telle machine m'attire par son mystère, tout comme une femme. » Tous les goûts sont dans la nature... « Le tac-tac-tac des trois machines en action m'emplissait d'un sentiment de victoire. » Vous voyez cela ? On ne s'étonnera pas aussi « qu'une femme ne peut pas être réellement dangereuse quand celui-ci (le technocrate) est pris par une tâche qui le passionne ». C'est un point de vue.

La femme, ici, c'est, inévitablement, la jolie secrétaire. On s'en doutait. « Ses seins, bien fournis, détonnaient un peu. Je la trouvais magnifique, et malgré cela, le désir ne montait pas en moi : dans ma tête tournaient encore les trois machines... »

Les hommes de la technique sont peut-être heureux : qu'ils nous pardonnent de ne pas les envier !

Le héros de Maurice Lime est l'obsédé des temps modernes.

Il est difficile de ne point penser que la technique et son organisation font de l'homme une brute pire que celle des anciens âges. Mais une brute jolie, aux ongles nets, qui organise l'esclavage avec élégance, qui calcule au plus juste le rendement de ses robots (tant pis pour eux !) et qui ferait du monde une vaste caserne. Un monde bien huilé, bien motorisé, et si net que même le chant du rossignol aurait l'air d'une offense. Mais les technocrates de la chimie moderne les auront tués avec leurs pesticides scientifiques répandus, distribués grâce à une organisation sans bavure. Les printemps du technocrate doivent être silencieux. « Vos gueules là-dedans, on n'entend pas les machines ! »

Les sujets de la nouvelle aristocratie technocratique se plaignent de ne pas faire assez d'heures de travail ? « Que voulez-vous, ils ont tous leur bagnole à payer, si ce n'est leur pavillon, leur frigidaire ou un nouveau poste de télévision. » C'est bien cela : robots à l'usine, ils entendent l'être aussi chez eux. Cela en dit long sur « la libération des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » ! Pensent-ils encore à leur libération ? En ont-ils besoin ?

Un ancien polytechnicien « qui s'imaginait visiblement que ses diplômes lui donnaient des lumières sur tout » a ses vues là-dessus quand il parle du gros de la troupe des robots : « Vous n'en trouverez pas un sur mille qui voudra accepter les ennuis liés aux responsabilités. » On s'en doutait un peu.

L'auteur connaît bien l'activité de l'usine (on dirait même qu'il l'aime !) et les aspirations, les mêmes à tous les niveaux, de ceux qui « perdent leur vie à la gagner ». Son technocrate numéro 1, le héros du livre, se trouve à l'aise parmi les équipes : « Je retrouvais parmi eux cette atmosphère virilisante qui fait regretter aux hommes tombés dans la captivité doucereuse des femmes, les souffrances de la guerre. »

Ben mon colon !

Enfin, ce livre copieux, curieux, parfois un peu confus, ne se résume pas en quelques lignes. Mais c'est un portrait « en pied » du technocrate qui, tout en mêlant la cuisse à la ferraille, devient le Maire du Palais, le grand patron.

Il vaut d'être contemplé.

(1) Nouvelles éditions Debresse.

ENQUÊTE
sur la LUTTE des CLASSES
Réponse de Paul RASSINIER

Je m'étais déjà posé ces questions et avais essayé de leur apporter une réponse dans *l'Equivoque révolutionnaire* (numéro spécial de *Défense de l'homme,* octobre 1961). Je ne suis, bien entendu, pas sûr de leur avoir apporté de bonnes réponses, mais je ne crois pas m'être beaucoup trompé en partant de la constatation suivante, qui était une manière de prendre acte d'un nivellement social très sensible :

« La société dans laquelle nous vivons aujourd'hui, disais-je, n'est plus, comme au temps de Marx, divisée en deux classes nettement tranchées et irréductiblement opposées : ceux qui possèdent d'un côté, ceux qui ne possèdent pas de l'autre, les bourgeois et les prolétaires. Entre les deux, une espèce sociale est née, faite de bourgeois appauvris et de prolétaires enrichis qui prolifèrent sous les effets conjugués de la société anonyme et du système de distribution. Comme le bourgeois authentique, le prolétaire, au sens littéral du mot, est en voie de disparition : en un siècle, la classe ouvrière a été entièrement renouvelée par la campagne techniquement et économiquement surpeuplée qui est son bassin naturel d'alimentation. Encore une génération et, en province au moins, il n'y aura plus d'ouvriers qui ne soient, à la campagne copropriétaires, avec un frère ou une sœur, d'un héritage qui leur vient de leurs parents. Il n'y a déjà plus à la campagne de paysan qui n'ait à la ville une sœur mariée avec un gendarme ou un militaire, un frère employé ou fonctionnaire et quelquefois tout cela ensemble à qui il paie des fermages.

» Cet état de fait, les propagandistes de l'idée de Révolution l'ignorent généralement ou en sous-estiment la portée comme ils ignorent tout aussi généralement et sous-estiment la portée des étonnants progrès scientifiques enregistrés dans les laboratoires.

» Il y a là, n'en doutons pas, une transformation qui a correspondu à une amélioration considérable du niveau matériel de vie, qui s'est accomplie sans émeutes et qui crée, dans des structures en grande partie nouvelles, des rapports de production et de consommation différents, un état d'esprit nouveau essentiellement caractérisé, de bas en haut de l'échelle sociale, par la substitution d'une infinité de catégories aux anciennes classes.

» Ne nous y trompons pas non plus : n'ayant rien de commun avec les barrières de classes, les barrières de catégories imposent, si nous ne voulons pas rester étrangers à ce qui viendra ensuite, une terminologie nouvelle qui se doit substituer à l'ancienne aujourd'hui périmée en ce qu'elle ne recoupe plus les réalités matérielles et ne les peut plus traduire. En d'autres termes, ce qu'elles mettent en évidence, c'est l'homme à travers la catégorie et non plus la classe — un homme qui n'était peut-être (?) pas le même dans toutes les classes, mais qui l'est à coup sûr dans toutes les catégories. »

Et je concluais :

« Ainsi sont mortes aussi quelques-unes des propositions accessoires du marxisme et notamment celles qui postulaient la « conscience » voire « l'instinct » de classe. Comme le clan, la tribu et la caste, la classe est un phénomène accidentel de l'histoire. Or, on ne bâtit pas une théorie sur un accident, autant dire sur une exception. Pour avoir bravé la règle, le marxisme n'a pas résisté au temps. »

Un peu sommaire, cette conclusion ? Peut-être. Dans votre questionnaire vous joignez Proudhon et Bakounine à Marx et Engels : je ne crois pas qu'on puisse assimiler leurs conceptions. Proudhon et Bakounine m'ont toujours, à tort ou à raison, semblé avoir fondé autant sinon plus d'espoir en l'homme qu'en la classe... (1)

Mais là n'est pas la question.

Dans une société où les barrières de classe se sont estompées au point que je crois, les oppositions de classe ne peuvent que s'être atténuées et un climat psychologique nouveau y est né. Le phénomène a, en tout cas, été noté à plusieurs reprises : par Merleau-Ponty (*les Mésaventures de la dialectique*), par Robert Louzon (*la Révolution prolétarienne,* déc. 1963) et tout récemment encore par Raymond Aron *(la Lutte des classes*).

Ce qui est certain me paraît être ceci :

— l'homme du XX^e^ siècle a bien plus conscience d'appartenir à une catégorie sociale qu'à une classe ;

— la psychologie commune à toutes les catégories semble être que, si elles restent persuadées qu'il est nécessaire de continuer à lutter soit pour conserver des avantages acquis, soit pour en conquérir de nouveaux, l'homme y a bien plus confiance dans le dialogue avec les pouvoirs constitués que dans l'insurrection, ou même, sans aller jusque-là, que dans la grève...

De cela, il faut évidemment tenir compte.

En déduire de nouvelles méthodes de lutte ? Sûrement. Mais cela mérite réflexion et il y faudra une longue et minutieuse étude. A mon sens pourtant, on peut déjà dire que l'hypothèse de travail des chercheurs devra postuler que c'est à l'homme, non plus à la classe, qu'il faudra s'adresser avec le souci d'effacer les barrières de catégories.

Et c'est tout le problème de la hiérarchie qui se trouve ainsi posé.

Le seul qui, maintenant, reste à résoudre et qui résoudra tout.

Paul RASSINIER

(1) *Note de la Rédaction.* — Certes, Proudhon et Bakounine n'oubliaient pas l'homme — Marx non plus du reste (« la racine, c'est l'homme »). Mais ils donnèrent à la lutte de classes une importance primordiale et massive qui domina leur pensée et leur activité révolutionnaires. L'immense majorité de leurs écrits en témoigne.

LA GRÈVE DES ASTURIES

Les mineurs asturiens ont une longue tradition de luttes et de combats. Aussi ne sommes-nous pas étonnés de les voir, si courageusement, tenir tête au franquisme et lui créer une situation difficile. Ils sont capables de ce courage, ils sont capables de beaucoup plus. Il suffit de se rappeler la terrible insurrection de 1933 pendant laquelle, sous la dénomination commune de Unión Hermanos Proletarios (U.H.P.), et rejetant les divergences doctrinaires ou d'organisations, les mineurs syndicalistes et anarcho-syndicalistes, communistes, socialistes se battaient héroïquement contre la police et l'armée et les mercenaires de la légion étrangère (tercio) qu'il fallut faire venir du Rif.

Avec un tel passé, leur attitude actuelle ne nous surprend pas. Les journalistes multiplient les hypothèses pour savoir si ce sont les « agents communistes » qui dirigent le mouvement. Il y a, naturellement, des communistes, mais il y a aussi nos camarades de la C.N.T. dont nous connaissons directement les activités. Il y a même les syndicats catholiques que la hiérarchie de l'Eglise ne parvient pas à tenir en laisse. Il y a les autres. Il y a une conscience, un sens de la dignité, qui font que le point de saturation soit atteint, au-delà duquel on ne veut plus aller.

Le régime a beau multiplier les concessions, se montrer clément — il se serait conduit d'une autre façon en 1939 ou 1940 ! — ; le fait essentiel est que c'est de lui que ne veulent plus les mineurs asturiens. Comme les étudiants de Prague, ils exigent, d'abord, le respect de la dignité humaine, de la liberté, le respect des droits supérieurs de l'homme.

La génération nouvelle reprend sa place dans le combat. Ceux d'Oviedo, de Sama de Langreo, de Mieres et autres centres miniers continuent la tradition de leurs aînés. Ils sont à l'avant-garde de l'antifranquisme, et notre cœur est avec eux.

En vente à notre librairie :

LE MONDE NOUVEAU
Son plan — Sa constitution — Son fonctionnement
de Pierre BESNARD — Prix : 3 F franco

L'auteur y exposait comment il était possible d'organiser une société égalitaire dûment coordonnée à l'échelle d'une nation, et même de l'Europe entière, sans qu'il fût nécessaire de passer par l'étape « intermédiaire » dictatoriale que nous recommandent les partisans de l'Etat dit prolétarien.

Ce livre est des plus nécessaires pour ceux qui cherchent une solution préservant à la fois le droit de chacun à l'existence et le respect de la liberté humaine.

C'est une contribution des plus importantes à l'étude de ces questions, toujours présentes à l'esprit de ceux qui ne se résignent pas à supporter sans réagir l'injustice économique et sociale. Nous en recommandons instamment la lecture.

PRATIQUE DU SOCIALISME LIBERTAIRE
de Gaston LEVAL — Prix : 2 F franco

complète ce premier apport. Son étude aussi est indispensable à ceux qui s'interrogent sur la possibilité d'une société dans laquelle auraient disparu les maux du capitalisme et ceux causés par l'Etat.

L'ENFANCE DIFFICILE DU SYNDICALISME

N. JULIOT

I

Le syndicalisme : « C'est le mouvement naturel de la classe ouvrière, en marche vers son émancipation totale par l'abolition du salariat et la suppression du patronat. »

Cette définition, qui est celle qu'en donnait Sébastien Faure, est à la fois la plus simple et la plus précise. Dans sa brièveté, elle exprime l'idée et elle indique le sens de l'action que se propose le mouvement : mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Faire cesser cette immense injustice que nos aïeux résumaient par ces mots : « Ceux qui ne produisent rien possèdent tout, ceux qui produisent tout ne possèdent rien. »

Le « syndicalisme » se propose de faire en sorte que les « salariés des deux sexes », cessent de n'être simplement que les « instruments », le « matériel humain » de la production, pour devenir des « êtres humains à part entière ». En un mot, il veut leur rendre leur « dignité ».

L'exploitation de l'homme par l'homme a connu au cours des siècles des formes diverses. D'abord sans défense, les travailleurs ont ensuite progressivement forgé leurs armes, pour se protéger contre les abus du privilège ou du pouvoir ; ils ont pensé ensuite à se libérer de leur assujettissement.

Sans vouloir remonter trop loin le cours du temps, on peut dire que les « corporations », qui furent « des associations d'individus exerçant le même métier », préfiguraient les « syndicats ». Nées vers l'an 1300 — en France du moins — elles furent dissoutes en 1790 à la suite du vote par l'Assemblée Constituante de la loi Le Chatelier — « ... l'association ouvrière sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit est prohibée ».

Ainsi, un des premiers actes des « faiseurs de lois » de la première Révolution française fut de désarmer complètement, de livrer pieds et poings liés les ouvriers à leurs employeurs. C'était — déjà — une démonstration magistrale qu'une révolution politique n'est pas forcément une révolution sociale.

Néanmoins, la loi ne peut rien contre l'esprit, les corporations continuèrent sous une forme plus ou moins clandestine et longtemps encore.

Le mutualisme — dont l'idée même remonte à l'Antiquité — est né du même besoin de se protéger contre les mauvais coups du sort, contre les empiétements du pouvoir, de s'entraider en toutes circonstances.

Le *mutuellisme* de Proudhon se référait souvent à cette maxime : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît ; faites constamment aux autres ce que vous voudriez en recevoir. »

L'Américain William B. Greene définisait ainsi le mot mutualisme : « Le mutualisme a pour objet de rendre superflu le gouvernement politique, basé sur la force arbitraire, c'est-à-dire qu'il vise à la décentralisation du pouvoir politique et à la transformation de l'Etat, en substituant l'autogouvernement, le gouvernement du dedans, au gouvernement extérieur, le gouvernement du dehors. »

... C'était vers les années 1848-49.

Des sociétés de résistance avaient vu le jour entre-temps — c'étaient les syndicats de l'époque — au cours de mouvements sociaux, de grèves sanglantes, interdites et sauvagement réprimées. Les années 1831 — celle-ci, marquée par la « révolte des canuts » à Lyon *(Vivre en travaillant, mourir en combattant)* — et 1834, à Lyon encore et aussi à Paris, connurent d'effroyables massacres d'ouvriers. Le capitalisme bancaire et industriel succédait à la bourgeoisie terrienne. L'introduction du machinisme dans la production créait de nouvelles conditions de vie, de travail. Les nouvelles techniques entraînaient du chômage, l'avilissement des salaires, une effroyable misère. Aux ouvriers qui réclamaient « du travail et du pain »... l'Etat donnait du plomb.

Sans vouloir entrer dans tous les détails des faits qui précédèrent la naissance d'un mouvement syndical véritable, disons que *l'année 1863,* qui fut marquée par la parution du « Manifeste des Soixante », par lequel les ouvriers parisiens proclamaient « ... la rupture entre le prolétariat et la bourgeosie, même républicaine », et *l'année 1864,* qui vit le gouvernement obligé de promulguer une loi reconnaissant « le droit de coalition », c'est-à-dire « le droit de grève », furent des étapes importantes.

En 1864 encore se constitue à Londres la première Internationale : « association internationale des travailleurs », dont le premier congrès se tint à Genève en 1866.

A partir de 1868, des antagonismes se révèlent, des conceptions fondamentales opposées s'affrontent. Karl Marx et ceux qui le suivent veulent « constituer le prolétariat en parti politique et s'emparer de l'Etat pour réaliser la Révolution sociale » ; Bakounine et les fédéralistes veulent « supprimer l'organisation bourgeoise, désorganiser l'Etat et reprendre la reconstitution sociale à la base.

Le combat entre l'autorité et la liberté continue avec de nouveaux champions : une nouvelle forme de tyrannie pointe à l'horizon.

De la première A.I.T. (Association Internationale des travailleurs), il reste une devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Elle reste valable... mais elle est bien incomprise.

Après la guerre franco-allemande, après la Commune de 1871, malgré les flots de sang répandus en 1830-31-34-48 et 1871, contre tout espoir des « grands *seigneurs* » de l'époque, malgré l'état de siège et « l'ordre moral », des mutuellistes et des républicains essaient de reconstituer un mouvement ouvrier qui semblait frappé à mort. Ils se donnent pour but... « la conciliation du capital et du travail ». Cela, à distance, peut paraître naïf et pas très dangereux pour l'ordre établi. C'était courageux et le pouvoir ne s'y trompa pas. Mais malgré les interdictions, dissolutions, entraves de toutes sortes, de plus en plus nombreux des syndicats se constituaient, se développaient, et des travailleurs prenaient conscience de la nécessaire indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis politiques et de l'Etat.

Les années passaient, le mouvement grandissait. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Enfin, le *21 mars 1884,* le gouvernement reconnaissait « le droit syndical », du bout de la plume ou des lèvres, et pas à tout le monde : les travailleurs de l'Etat, les fonctionnaires par exemple, en étaient exclus.

Une distinction était faite entre « le droit de coalition » et « le droit syndical ». La répression des atteintes à « la liberté du travail » était prévue.

Néanmoins, même si le gouvernement Waldeck-Rousseau n'avait en vue que de laisser se développer, face au capitalisme industriel et bancaire qui tendait à dominer l'Etat, une force neuve qui le neutraliserait, il est de fait que les syndicats tirèrent le plus grand profit de la nouvelle situation.

Car les syndicats, plusieurs fois « morts et enterrés », mais à l'instar du Phénix, renaissant sans cesse de leurs cendres, étaient nombreux et agissants.

En 1872, face à l'organisation patronale : « Union Nationale du Commerce et de l'Industrie », qui s'était reconstituée sitôt la guerre franco-allemande terminée, un militant, Barberet, avait fondé le « Cercle de l'Union Ouvrière », que, déclaré hors la loi et dissous en 1873, continua son action, et en 1875 comptait 135 syndicats, dont certains assez importants.

En 1876, à Paris, un congrès réunissait 360 délégués, qui proclamèrent — déjà — certains principes : « A travail égal, salaire égal. Limitation à huit heures par jour de la durée du travail sans diminution de salaire. La création de caisses de retraites soustraites à l'influence de l'Etat, syndicats féminins », etc.

Il est assez curieux de constater que ce congrès condamne la « coopération », jugée utopique et dangereuse, et les « sociétés de secours mutuels », qui « ne donnent aucun moyen d'amener l'extinction du salariat ».

Aujourd'hui encore, les syndicalistes observent souvent la même attitude à l'égard de la coopération et la mutualité, ce qui, à mon avis, constitue une erreur.

En 1878, à Lyon, se tint un autre congrès qui vit s'affronter une fois de plus les « étatistes » étiquetés socialistes révolutionnaires et les « syndicalistes ».

A cette occasion, un militant nommé Ballivet prononça un discours qui serait à reproduire en entier, tant il est toujours d'actualité, contre la funeste mystique étatiste et électoraliste, les illusions qu'elle entretient et les impasses où elle nous engage.

Ce jour-là, Ballivet avait tracé la route du mouvement syndical vers l'autonomie et l'indépendance, à l'égard des partis et des gouvernements, montré la valeur de l'action directe et préparé la naissance des Bourses du travail, dont Fernand Pelloutier devait être plus tard le créateur et l'animateur.

Si l'idée des Bourses du travail est née au moment même (1790) ou la loi Le Châtelier trucidait les associations ouvrières, si à plusieurs reprises — en 1845, en 1848, en 1857, en 1875 — l'idée fut de nouveau

présentée sans plus de succès, ce n'est qu'en 1886 qu'un rapport du radical Mesureur, au Conseil municipal, conclut à la création d'une Bourse du travail à Paris.

Le 3 février 1887, le Conseil municipal remettait aux syndicats l'immeuble de la rue Jean-Jacques-Rousseau, auquel il ajoutait, en 1892, celui de la rue du Château-d'Eau.

Tout de suite d'autres Bourses avaient surgi : Béziers, Montpellier, Cette, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Nîmes, Toulouse, Bordeaux, Toulon, Cholet.

En 1895, la Fédération des Bourses du travail — car celles-ci s'étaient fédérées en 1892 sous la propulsion de celle de Paris — comptait 34 Bourses avec 606 syndicats ; en 1896, 46 Bourses avec 862 syndicats ; en 1900, 57 Bourses et 1.065 syndicats. Le 30 juin 1901, il existait 74 Bourses et près de 1.200 syndicats.

Tandis qu'à côté de cette Fédération une Fédération des Syndicats — née en 1886 — qui n'était en fait qu'une succursale, un appendice du parti ouvrier français piétinait et apparaissait vouée à l'échec rapide, voire à la dissolution — elle disparut en 1894, un an avant la naissance de la C.G.T. — la Fédération des Bourses continuait sa progression et exerçait son action en dehors de toute tutelle politique. Position qu'elle avait affirmée dès 1894. Les Bourses « ... repoussent, sous quelque forme que ce soit, l'ingérence, dans leur administration, des autorités gouvernementales et communales. »

Les Bourses du travail, qui n'étaient pas autre chose que des « Unions locales de syndicats », avaient pour but de : « ... former une association de résistance capable de devenir à tout moment une association d'organisation, de gestion et de répartition. » Elles se donnaient pour tâches : « ... la lutte contre le patronat, la préparation des organismes et des cadres de l'ordre social, reposant sur le travailleurs. »

Naturellement, la Bourse avait son programme d'action immédiate : lutte pour l'augmentation des salaires, mesures à prendre contre le chômage, la vie chère, pour l'application des lois sociales, pour le placement ouvrier.

Elle devait créer de nombreux services : le secrétariat, la trésorerie, les archives, la bibliothèque, le placement, la tenue du registre de chômage par professions, la Caisse de secours pour les ouvriers de passage (1), le service de l'enseignement professionnel, l'organisation de cours et de conférences économiques.

En tout état de cause, qu'elle pût ou non se passer de subventions, qu'elle pût ou non abriter ses services dans un local lui appartenant, elle devait, dès le début, affirmer son caractère d'indépendance à l'égard des pouvoirs départementaux et locaux et déclarer très nettement qu'elle se tiendrait, exclusivement, sur son terrain particulier de classe.

Organismes de propagande et d'action, de résistance et d'éducation, pratiquant le mutualisme et l'entraide, coordonnant sur le plan local d'abord, sur un plan sans cesse plus vaste ensuite, puisque fédérées, l'action des travailleurs de tous métiers, professions, industries, même de l'agriculture, les Bourses du travail se mettaient en mesure de répondre à tout moment à tous les besoins matériels et moraux des salariés.

(1) Survivance du compagnonnage, la mobilité de la main-d'œuvre étant alors importante.

Une saine émulation, qui résultait du fait qu'elles se communiquaient les résultats obtenus, les entraînait à faire preuve de dynamisme et d'initiative ; elles devenaient de véritables animatrices du progrès social.

Néanmoins, les Bourses du travail constituant une « organisation horizontale » de syndicats de tous métiers ou industries, il était nécessaire de créer ou de généraliser les organisations verticales de syndicats, c'est-à-dire de créer des fédérations de métiers ou d'industries groupant sur le plan local ou national tous les syndicats de même métier ou industrie, fédération des métaux, du bâtiment, etc.

Le cycle était bouclé en principe dès 1893. Au cours d'un congrès qui se tint à Paris et qui rassembla des représentants des différentes organisations existantes (syndicats, fédérations, chambres syndicales et Bourses du travail), la fusion des organismes faisant double emploi, si l'on peut dire, fut décidée. Elle ne devint effective qu'en 1895, car à cette date fut constituée la Confédération Générale du Travail.

LE MARXISME ET SES ERREURS

Philippe VERNE

III

Après avoir examiné le matérialisme historique, le capital, la plus-value, le capitalisme organisé, la concentration capitaliste, nous étudierons cette fois :

VI. — LA PAUPERISATION DES MASSES

S'appuyant sur sa théorie de la concentration capitaliste et industrielle entre les mains de quelques expropriateurs individuels, Marx avait également prédit la disparition des classes moyennes par la prolétarisation de la bourgeoisie et la paupérisation des masses.

Dans **le Capital**, Marx écrivit, en effet, sous le titre « Le paupérisme est la conséquence fatale du système capitaliste », les lignes suivantes :

« Le paupérisme est l'hôtel des invalides de l'armée du travail. Sa production est compromise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci, il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste.

» Plus la réserve industrielle grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus augmente aussi le paupérisme officiel. **Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste.**

» Toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, **la condition du travailleur doit empirer** à mesure que le capital s'accumule ; de telle sorte qu'accumulation de richesse d'un côté, c'est également **accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation physique et morale, d'esclavage de l'autre côté**, du côté de la classe qui produit le capital même.

» ... A mesure que diminue le nombre de potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale augmentent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation. »

Nous n'inventons donc rien. C'est bien Marx qui a écrit cela, et les marxistes ne peuvent le nier.

Or, l'évolution qui s'est produite depuis a formellement contredit ces prédictions hasardeuses. Car, en effet, que constatons-nous ?

« Les conditions de vie que le capitalisme commença par imposer au prolétariat, au lieu d'empirer, allèrent, dans l'ensemble, en s'améliorant (grâce au progrès technique, il est vrai), amélioration toute relative sans doute, mais qui dissipait cette vision apocalyptique qui montrait les masses acculées finalement et fatalement à la révolte » (Ernestan, **la Contre-révolution étatiste**).

En second lieu, la prolétarisation générale, d'un côté, et la concentration capitaliste d'un autre, ne s'opérèrent pas non plus comme prévu. Un fort pourcentage d'artisans et de petits commerçants allèrent bien grossir les rangs des ouvriers, mais les classes moyennes n'ent furent pas pour cela éliminées, et leurs amputations furent compensées, entre autres, par des techniciens, spécialistes et administrateurs, avantagés par le capitalisme.

D'après Marx, le capitalisme devait succomber, à la longue, emporté par la marée montante des sans-travail chassés de partout par la concurrence des esclaves d'acier. Mais rappelait Lyg, dans son article « Désillusions révolutionnaires », paru dans le numéro 26 de novembre 1950 de la revue **Défense de l'homme**, le capital s'est défendu spontanément grâce au glissement vers le secteur « tertiaire ». D'après la terminologie proposée par Clark, Fourastié, Sauvy, « les activités primaires » s'appliquent à l'obtention des matières premières et des denrées alimentaires (mines, agriculture) ; les « activités secondaires » concernent la transformation et occupent la majorité des ouvriers qualifiés ; le « tertiaire » comprend le travail de répartition, de direction, ainsi que les activités « intellectuelles ».

Les statistiques montrent que, depuis les débuts de l'ère industrielle, il y a déplacement de la population active du secteur primaire vers le secteur tertiaire. L'évolution est très nette : le « primaire » se vide rapidement ; le « secondaire », après avoir crû, doit se vider à son tour par suite de l'emploi intensif de la machine automatique : c'est le « tertiaire » qui absorbe tout. Certes, il comprend des activités utiles, indispensables même, mais il est, avant tout, le refuge de ceux qui, chassés par le progrès technique des activités productrices, ne peuvent aspirer qu'à des emplois parasitaires. Le « tertiaire » reçoit la masse des chômeurs camouflés en intermédiaires qui pullulent entre producteurs et consommateurs, en fonctionnaires de tous grades qui prolifèrent dans toutes les administrations publiques et dont les vagues occupations sont largement rémunérées. Beaucoup de ces chômeurs camouflés sont des citoyens privilégiés ; à l'inverse des pauvres bougres du chômage officiel, ils ne présentent donc pas de danger immédiat pour le régime, au contraire ! De sorte que, par sa transformation en « tertiaire », le chômage contribue à consolider le régime au lieu d'être une menace pour lui ».

Pour répondre à ceux qui clament qu'il n'y a plus assez de débouchés pour tout le monde, dans un article intitulé « Explosion scolaire et monde nouveau », paru dans le quotidien régional **Ouest-France** du 17-12-63, Alfred Sauvy indiquait que d'ici dix ans il faudrait 400.000 enseignants de plus. Et il citait un exemple de l'orientation des débouchés dans un sens résolument improductif. On compte à Paris quelque 10.000 agents immobiliers pour réaliser des ventes

qui pourraient être assurées par un effectif dix fois plus faible. En contrepartie, il manque plus de 10.000 enseignants dans la capitale...

En réalité, si l'on voulait satisfaire tous les besoins humains et assurer à chacun les loisirs et l'occupation nécessaires, il y aurait de l'activité pour tout le monde, car l'éventail des désirs est immense.

Mais revenons à notre sujet. Il n'y a donc pas eu paupérisation, mais embourgeoisement du prolétariat ou de certaines couches prolétariennes. De même, si telles couches de la bourgeoisie ont décliné, de nouvelles couches se sont formées. Sous des formes nouvelles, y compris celle du fonctionnariat d'Etat, les privilégiés tendaient plutôt à augmenter, tandis que le prolétariat ne se paupérisait pas.

« Au lieu de l'appauvrissement croissant de la condition des peuples et même de la bourgeoisie (dans les nations occidentales) prévu par Marx comme un des facteurs révolutionnaires essentiels devant mener au socialisme, nous assistons à un embourgeoisement de la classe ouvrière. Douze millions d'actionnaires aux U.S.A., des millions en Allemagne, des lois sociales assurant de plus en plus un nouveau partage des revenus nationaux, les salariés de plus en plus propriétaires de leur appartement et de leur automobile... On ne peut attendre de révolution dans ces conditions, car l'être humain possède un certain potentiel de vitalité, à la fois animal et humain » (**Cahiers du socialisme libertaire**, n° 90, mai 1963).

Pour Bakounine, « la bourgeoisie est aussi bien composée des propriétaires et des patrons que de la classe intellectuelle vivant mieux que celle des travailleurs manuels, et des bureaucrates privilégiés de l'Etat qui exploitent les masses à leur façon » (**Bakounine et l'Etat marxiste**, de Gaston Leval).

« Il est inexact aussi que les classes dites moyennes aient disparu ou soient en voie de disparition par le développement de l'économie capitaliste. Les petits commerçants, boutiquiers, artisans, paysans (propriétaires, fermiers, métayers), employés, fonctionnaires, représentants de professions libérales, artistes, techniciens, etc., constituent, dans nombre de pays, une masse numériquement supérieure au prolétariat compris dans le sens ouvrier » (Ernestan, **le Socialisme contre l'autorité**).

Marx basait sa thèse de la paupérisation des masses sur la baisse de leur pouvoir d'achat. Dans le **Manifeste communiste**, il écrivait : « La classe capitaliste est devenue incapable de régner, car elle ne peut plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage. Elle en est réduite à les laisser tomber à une condition où il lui faut les nourrir au lieu d'être nourrie par eux. »

L'erreur de cette prédiction faite en 1848 saute aux yeux en 1964.

Mais, paradoxalement, dans son ouvrage **le Capital**, Marx, examinant les circonstances dans lesquelles l'accumulation du capital peut amener **une hausse des salaires**, écrivait :

« Une certaine quantité de la plus-value capitalisée doit s'avancer en salaires. Donc, en supposant que la composition du capital reste la même, la demande de travail marchera de front avec l'accumulation, et la partie variable du capital augmentera au moins dans la même proportion que sa masse totale.

» Dans cette supposition, le progrès constant de l'accumulation doit tôt ou tard amener une hausse graduelle des salaires. Car chaque année, fournissant de l'emploi pour un nombre de salariés supérieur à celui de l'année précédente, les besoins de cette accumulation, qui va en augmentant toujours, finiront par dépasser l'offre ordinaire de travail ; dès lors, le taux des salaires montera.

» ... Au lieu de gagner en intensité, l'exploitation et la domination capitalistes gagnent simplement en étendue à mesure qu'augmente le capital et avec lui le nombre de ses sujets. Il revient alors à ceux-ci une plus forte portion du produit net toujours grossissant, en sorte qu'ils se trouvent à même d'élargir le cercle de leurs jouissances de se mieux nourrir, vêtir, meubler, etc., et de former de petites réserves d'argent. Mais si un meilleur traitement de l'esclavage, une nourriture plus abondante, des vêtements plus propres et un peu plus d'argent personnel de côté ne font pas tomber les chaînes de l'esclavage, il en est de même pour celles du salariat.

» Il ne faut pas oublier, en effet, la loi absolue du mode de production capitaliste, qui est de fabriquer de la plus-value.

» Que les conditions de la vente de la force ouvrière soit plus ou moins favorables, il est de la nature du salaire de mettre toujours en mouvement une certaine quantité de travail gratuit.

» Nous avons admis que le taux des salaires ait pu s'élever grâce à une augmentation du capital supérieur à celle du travail offert. Il n'y a alors, en effet, qu'une alternative. Ou les salaires continuent à monter, et ce mouvement étant motivé par les progrès de l'accumulation, il est évident que la diminution du travail gratuit des ouvriers n'empêche pas le capital d'étendre sa domination. Ou bien la hausse continue des salaires commence à nuire à l'accumulation, et celle-ci se met à diminuer ; mais cette diminution même fait disparaître la cause première de la hausse, à savoir l'excès de capital, comparé à l'offre de travail ; dès lors, le taux du salaire retombe à un niveau conforme aux besoins de la mise en valeur du capital, niveau qui peut être supérieur, égal ou inférieur à ce qu'il était au moment où la hausse des salaires a eu lieu. »

Marx ne nous a pas expliqué comment la hausse des salaires due à l'accumulation du capital pouvait amener la paupérisation des masses ? On a vu, au contraire, que dans l'ensemble les conditions de vie s'étaient améliorées.

Dans le prochain article, nous examinerons la théorie de la lutte des classes.

NATIONS RICHES ET NATIONS PAUVRES

Gaston LEVAL

Nous ignorons, au moment où nous écrivons ces lignes, ce qui résultera de la Conférence de Genève, où les petites nations, dont les nouvelles qui se sont formées depuis la décolonisation, font maintenant numériquement la loi. Mais il nous semble nécessaire de continuer d'informer sur certains faits que la démagogie nationaliste des politiciens nouveaux et des nouveaux gouvernants déforme à satiété. Et cela non seulement pour défendre la vérité, ce qui suffirait à notre propos, non seulement pour rétablir les faits, mais encore parce que ce sont les habitants des nations européennes qui, tous sans exception, sont menacés par cette offensive. Car si nous ne voulons pas être exploités par ceux qui, en Europe, commandent et sont les maîtres, il n'y a pas de raison pour que nous le soyons par les exploiteurs d'autres continents.

Nous avons déjà insisté sur la surenchère et la façon d'extorquer des ressources qui caractérisent bon nombre de chefs d'Etat africains et leurs créatures, multipliées à qui mieux mieux. Le témoignage de René Dumont, grand défenseur des peuples colonisés, nous est apparu à son heure comme un élément décisif. Cela signifie-t-il que nous nous ralliions à ce qu'on appelle le cartiérisme ? Nullement. Il est tout à fait logique que les nations riches aident les nations pauvres, car nous vivons de plus en plus à l'échelle universelle, et c'est à l'espèce humaine entière que nous voudrions appliquer le principe de l'égalité économique. Le repli sur soi-même est indéfendable pour qui raisonne avec la moindre équité ou la moindre humanité. Nous croyons donc nécessaire que cette solidarité s'organise à l'échelle mondiale, même si de Gaulle le préconise. Ce qui est juste est juste, quel qu'en soit le promoteur ou le défenseur.

Mais commençons par dire que cette espèce de dette morale que les leaders des nations sous-développées, ou « en voie de développement », pour nous servir d'un euphémisme qui ne blesse pas la susceptibilité des porte-parole très pointilleux, revêt deux aspects différents : d'une part se trouvent les nations qui furent hier des colonies dans lesquelles s'étaient installées les conquérants capitalistes de l'Europe ; d'autre part, celles qui n'ont pas été des colonies du capitalisme européen. Nous voulons parler des nations de l'Amérique centrale et du Sud, qui groupent environ deux cents millions d'habitants et qui, au rythme actuel de leur progression démographique — la plus élevée du monde — en compteront quatre cents millions à la fin du siècle.

Ces nations sont parmi celles qui attaquent le plus vigoureusement les nations riches. Ce sont elles qui, se classant comme nations « prolétaires », elles exigent que l'on procède à une nouvelle répartition des richesses du monde, à leur profit, naturellement.

Est-ce juste, et cela peut-il être une solution ? Voilà les questions qu'il faut poser. La charte adoptée récemment par les nations sudaméricaines à la Conférence d'Alta Gracia est à ce sujet un document de poids. Mais elle aurait été beaucoup plus agressive si l'on avait écouté les délégués brésiliens, qui défendaient une révolte ouverte contre les nations riches. Nous ne savons du reste pas ce que sera l'attitude des représentants du Brésil à Genève. Car ces bavards éloquents et exigeants de l'autre côté de l'Atlantique ne pardonnent pas aux nations européennes d'aider les Africains, les Nègres qu'ils méprisent (car fussent-ils plus noirs que les plus noirs, ils se considèrent comme des blancs), et de ne pas les aider aussi.

A plusieurs reprises nous avons publié des chiffres sur le problème social de fond de ces pays : ces chiffres montraient que c'est la structure de la propriété agraire, le faible développement volontaire de l'industrie, l'exploitation éhontée des masses, le retard politico-administratif, l'analphabétisme et la corruption généralisée qui expliquent la situation sociale désastreuse dont souffre la majorité de la population. Entre autres choses, nous rappelions qu'au Brésil les planteurs de café touchaient, pour la marchandise fournie grâce à leur travail et à leurs dépenses d'exploitation, 27 pour cent

du prix de vente de la marchandise livrée au public, tandis que les grands propriétaires qui louaient les terres, le gouvernement, par le truchement des impôts, les commerçants grossistes ou détaillants, touchaient 73 pour cent. C'est donc une hypocrisie écœurante qu'accuser les « nations riches » d'être responsables de la misère du peuple brésilien. Mais cela permet de faire coup double : d'exploiter d'abord le sentiment nationaliste chauffé à blanc chez les masses et de ne pas réformer ce qui doit être réformé afin de continuer à jouir en toute tranquillité de l'état social abominable instauré depuis des siècles.

La revue libertaire *Views and Comments,* qui paraît à New-York, reproduisait récemment, à propos du Brésil, des chiffres que nous allons reproduire à notre tour. ils datent de 1960, mais ils conservent toute leur valeur. La population du Brésil s'élevait alors à 67 millions d'habitants. Sur ce total, 45 millions vivaient dans les campagnes et 22 millions dans les zones urbaines. Mais 70.000 grands propriétaires possédaient 62 pour cent de la superficie totale du Brésil ; 1.800.000 propriétaires possédaient 16,6 du sol cultivé ; 25 millions de paysans (76,6 pour cent du total de la population agraire) n'avaient pas même un pied carré de terre ; 1.500.000 paysans étaient soit des métayers, soit propriétaires de surfaces de terre ne dépassant pas 50 hectares. De 70 à 80 pour cent de la population rurale étaient illettrés, sous-alimentés, et manquaient de vêtements suffisants ou de soins médicaux. Environ 40 millions souffraient de maladies ou d'une santé défectueuse. Et tandis que le riz brésilien était vendu de 20 à 30 cruzeiros le kilo à la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Russie et l'Indonésie, les Brésiliens le payaient 135 cruzeiros. D'autre part, des millions de tonnes de lait en poudre envoyés par les Etats-Unis pour être distribués à la population la plus nécessiteuse étaient détournés de leur but, au bénéfice des trafiquants qui se trouvent dans toutes les sphères de l'administration.

Il semble maintenant que Goulard, l'actuel président de la République, se décide à procéder à une réforme agraire ; les partisans du « statu quo » social, et ceux qui bénéficient de la triste situation sociale du Brésil, s'y opposent au nom de la liberté... Nous verrons ce que cela donnera. En attendant, il est utile de retenir les données fondamentales du problème social et humain tel qu'il se pose dans ce pays. Et de ne pas se laisser influencer par ceux qui accusent les autres nations pour continuer à exploiter le peuple dont ils sont les exploiteurs par excellence.

Passons au Mexique. La visite du général de Gaulle a été l'occasion d'en vanter les richesses naturelles, la beauté de la capitale, la modernisation urbaine, et naturellement aussi la richesse de la population. L'impression causée est excellente. On pourra prêter de l'argent au président Lopez Mateos comme on en prêtera à d'autres gouvernements de l'Amérique indo-espagnole ou latine. Pourtant, sur une trentaine de millions d'habitants, vingt-cinq millions à peu près vivent dans la misère. Ceux-là on ne les voit pas dans les voyages officiels. On ne voit que les autres. Et comme les hommes au pouvoir, selon une habitude prise, parlent toujours de révolution, comme il a été créé une dialectique démagogique qui trompe tout le monde, celui qui ne veut pas voir la misère des Indiens peut dormir tranquille : sa conscience ne le harcèle pas.

Mais une analyse publiée dans *le Monde* par son correspondant Jean Daniel mettait les points sur les I. Nous ne citerons qu'un fragment de son deuxième article. Lisez-le avec attention :

« C'est vrai qu'au Mexique la logomachie révolutionnaire est plus choquante qu'ailleurs. Il est assez déroutant, sinon plus, d'entendre parler à tout propos de révolution dans les villes, où le contraste entre la prospérité de la nouvelle classe et la misère d'un sous-prolétariat est le plus insolent des scandales. Le spectacle de la misère mexicaine je ne l'ai pas vu en Méditerranée ou en Afrique. Ce qu'on dit de l'Inde peut seul en donner une idée. Cette image répandue par Bunuel d'un paysan sec et grave parcourant sur son âne un désert magnifiquement orné de ces immenses cactus qu'on appelle « organos » (1) est une image de désolation, mais aussi de grandeur. Le visage du malheur mexicain, c'est dans les faubourgs des villes, dans les petits « pueblos » abandonnés des campagnes qu'il devient insupportable : car il y est hideux. »

Enfin, le témoignage de Louis Mercier, également rédacteur au *Monde* et connu de bon nombre d'entre nous pour son esprit libertaire, apporte quelques précisions sur le Chili : « Une importante fraction des travailleurs doit vivre sur la base du salaire vital, lequel représente un dollar (2.600 pesos) environ par jour. Dans les régions agricoles, la situation est plus lamentable encore. L'ouvrier agricole est payé partie en argent (500 à 1.000 pesos par jour, soit de 75 à 100 de nos anciens francs), partie par le droit de cultiver une parcelle de terre à son bénéfice. » Et Mercier nous fait part des déclarations d'un candidat de l'opposition qui affirme : « La démocratie n'est pas solidaire d'une forme de gouvernement ni d'une politique qui nous conduit à l'inflation, à la hausse du coût de la vie, à la misère chronique de l'homme qui parfois ne peut acheter un kilo de sucre avec deux jours de travail, ni une paire de chaussures avec un mois de salaire. »

Disons donc une fois de plus que ce ne sont pas les nations riches, européennes et nord-américaines, qui sont responsables de cette inégalité, mais les gouvernants, les classes aisées qui ont gagné d'immenses fortunes par l'épouvantable exploitation du peuple, ou les ont héritées de parents lointains qui avaient dépouillé les autochtones de la terre qu'ils possédaient... Tout cela remonte aux « conquistadores », aux généraux, à la soldatesque devenue maîtresse du pays, aux classes parasitaires qui pullulent à un degré que nous ne soupçonnons pas en Europe, à la pourriture inimaginable des partis, et qui gangrène tous les organismes officiels.

Nous n'avons cité que trois pays. On pourrait citer à peu près toutes les nations d'Amérique centrale et du Sud. Et c'est faire le jeu de ces castes, de ces classes dont les porte-parole crient très fort dans les assemblées internationales et exigent des dons, des prêts qui ne seront pas remboursés, des concessions, grâce auxquelles elles espèrent bien maintenir leurs privilèges exorbitants que répéter sans les contrôler leurs accusations intéressées.

(1) *N. de la R.* — C'est-à-dire des orgues.

Pour nos éditions

Nous n'avons, paraît-il, pas été assez explicites dans l'appel publié au dernier numéro à propos de nos projets d'éditions.

Nous pensons qu'il est indispensable de continuer à éditer des études d'une certaine densité, car un courant d'idées qui ne s'enrichit pas continuellement, stagne, dépérit et meurt. Il faut que de nouveaux apports lui donnent une vie toujours plus féconde, toujours rajeunie.

La brochure, d'une centaine de pages, que nous projetons, et qui aura pour titre *Sociologie contemporaine,* serre de près certains problèmes sociaux actuels. L'étude de Jacques Bouyé sur *l'homme dans l'industrie* est une analyse inédite dans sa forme et son esprit d'un des aspects dominants de la société capitaliste. Celle de Laureano Riera montre comment il est possible de réaliser certaines transformations intégrales dans l'ordre économico-social dès la période que nous traversons. Et celle de Gaston Leval, en exposant comment une collectivité villageoise socialisa la terre pendant la révolution espagnole, complète les deux précédentes. Toutes trois forment un tout, à la fois critique et constructif. Et les deux premières ont une valeur d'originalité du plus haut intérêt.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Nous ouvrons donc dès maintenant la souscription indispensable qui nous permettra de publier ce premier opuscule, et nous demandons à nos amis d'ajouter leur effort et leur nom à ceux qui suivent :

F. Michaud, 50 francs ; Romo, 20 ; Philippe Verne, 10 ; Jacques Bouyé, 100 ; Costa, 20 ; Gaston Leval et Marguerite Liégeois, 100 ; Pierre Lacombe, 10.

Amis, la liste est ouverte.

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)

Le Chemin du socialisme (40 pages, **0,60 F**)

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F**)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F**)

Eléments d'éthique moderne (105 pages, **2,50 F**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas (**5,50 F**)

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3e

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **5 NF.** - Etranger : **6 NF.** - L'exemplaire : **0,45 NF.**

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14e) — Le directeur-gérant : **Gaston LEVAL**